télécommunications pour une série de séminaires techniques l'automne prochain au Canada.

Beaucoup de ces groupes comprennent déjà des membres de la CCCJ. Nous attachons du prix à cette participation et nous vous demandons d'aider à faire connaître ces activités dans vos propres industries.

Il est à remarquer qu'il ne s'agit pas d'un plan d'action «gouvernemental» pour le Japon.

Notre succès dépend de l'élaboration et de l'application d'un Plan d'action canadien où tous les acteurs uniront leurs efforts et s'épauleront mutuellement.

Les délégués canadiens à cette conférence devront jouer des rôles de premier plan. Nous sommes bien partis, mais il nous reste encore beaucoup à faire. Nous comptons sur vous, nos partenaires japonais, pour nous aider à vous fournir ce que vous désirez.

Sans aucun doute, ce Plan d'action est nécessaire. Le marché l'exige. Nous devons nous positionner dans les secteurs en croissance du marché d'importation japonais. L'urgence de le faire nous a été signalée dans le rapport Forum 2000 Canada-Japon.

L'an dernier, l'Initiative de la prospérité du gouvernement a stimulé le débat à l'échelle du pays sur la façon de gérer le changement mondial et d'utiliser à notre avantage les facteurs externes. Durant des consultations tenues dans plus de 80 localités de toutes les régions du pays, les Canadiens nous ont dit à maintes reprises que nous devons nous tourner vers les marchés mondiaux.

Le premier rapport du groupe d'orientation du secteur privé nous demandait d'établir une stratégie internationale de collaboration et d'unifier les activités fédérales-provinciales d'expansion du commerce. C'est ce que fait le Plan d'action. Il vous invite à faire preuve de leadership, vous, du secteur privé. Il offre un soutien tant du gouvernement fédéral que des provinces.

Bien sûr, le Plan d'action n'aboutira à rien si nous ne réussissons pas en même temps à maintenir nos marchés actuels en ce qui concerne les matières premières, qui demeurent un élément essentiel de nos exportations vers le Japon.

Certains de ces marchés sont particulièrement vulnérables. La baisse des prix a entraîné une diminution des bénéfices dans l'industrie canadienne du charbon, par exemple, situation qui ne peut que mener à de faibles niveaux d'investissement et à des difficultés d'approvisionnement dans l'avenir. C'est là un mélange dangereux, particulièrement lorsqu'il s'allie à des